



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR EST
DIRECTION DE L'IMMOBILIER**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Accord cadre à bons de commande
Prestations de service**

OBJET DU MARCHÉ :

**MAINTENANCE DES STANDS DE TIR DE LA ZONE DE
DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST**

LOT 1

CHAPITRE 1 – CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES À TOUS LES LOTS	3
1 Objet et contexte de l'accord cadre	3
1.1 Contexte	3
1.2 Objet de l'accord cadre	3
2 Forme du marché	3
2.1 Allotissement technique	3
3 Normes et règlements	4
4 Modalités d'exécution du présent marché	4
4.1 Bon de commande relatif à la maintenance préventive	4
4.2 Bon de commande relatif à la maintenance curative	4
4.3 Interventions d'urgence	4
5 Consistance des installations et prise en charge	5
6 Mesures de sécurité	5
7 Accès aux installations	6
8 Obligations et responsabilités des contractants	6
8.1 Obligations des titulaires	6
8.2 Responsabilités générales des titulaires	7
8.3 Obligations du Sgami Est et des directions opérationnelles	7
8.4 Obligations communes	8
9 RAPPORTS	8
9.1 Carnet d'entretien et registre de sécurité	8
9.2 Bordereau de suivi de déchets dangereux	8
9.3 Rapport d'exploitation par site	8
9.4 Rapport d'exploitation annuel	9
10 Contrôle des prestations	9
11 Réunion de suivi techniques	9
11.1 Réunions de lancement du marché	9
11.2 Réunions de suivi techniques	10
12 Moyens matériels et humains	10
12.1 Fournitures à la charge des services	10
12.2 Fourniture à la charge du titulaire	10
12.3 Personnels de maintenance	10
CHAPITRE 2 – PARTIE TECHNIQUE SPECIFIQUE	11
LOT n°01 : Dépollution des stands de tir ; Nettoyage spécialisé	11
SECTION TECHNIQUE N°01 : Nettoyage spécialisé et dépollution des stands de tir	11
1 Précautions particulières et réglementations	11
2 Prestations de nettoyage DES PIEGES A BALLES METALLIQUES ET GRANULATS	12
3 Prestations de nettoyage DES BUTTES DE TIR EN SABLE ET TERRE	14
4 Documents attendus	15

CHAPITRE 1 – CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES À TOUS LES LOTS

1 OBJET ET CONTEXTE DE L'ACCORD CADRE

1.1 Contexte

Le stand de tir est un local à risques spécifiques où des personnes y travaillant plusieurs heures par jour, subissent des agressions ou des nuisances importantes (déflagration, pollution, etc.)

En conséquence, les utilisateurs ne doivent pas évoluer dans un environnement chargé de vapeurs plombifères et de gaz issus de la combustion des charges propulsives, qui peuvent, par exemple, enflammer instantanément l'ensemble du stand par l'étincelle issue d'un ricochet, en présence de vapeurs.

Il convient donc que tous les équipements du stand de tir soient en parfait état de fonctionnement afin d'obtenir des conditions de travail optimales et saines.

1.2 Objet de l'accord cadre

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) a pour objet de définir les lots, la nature et les conditions d'exécution des prestations de maintenance préventive et curative des stands de tir de la zone de la Défense et de Sécurité Est.

Le titulaire est informé que pour chaque prestation, il y a une obligation de résultat afin de garantir :

- la santé et la sécurité des agents,
- le maintien en bon état de fonctionnement des équipements techniques,
- la continuité et la qualité de service.

Ces prestations s'appliquent à tous les stands de tir de la zone de Défense et de Sécurité Est dont la liste est jointe en annexe 1 du présent CCTP.

2 FORME DU MARCHÉ

2.1 Allotissement technique

L'allotissement technique du marché se découpe de la façon suivante:

- LOT n°01 : Dépollution des stands de tir :
 - ◆ *Section technique n° 01 : Nettoyage spécialisé et pollution des stands de tir*

3 NORMES ET RÈGLEMENTS

L'ensemble des prestations à réaliser au titre du présent accord cadre devra satisfaire aux règles de l'art ainsi qu'aux exigences et prescriptions des différents textes législatifs, réglementaires et normes en vigueur et plus particulièrement au référentiel technique des stands de tirs couverts de la police nationale n°2015/1.

Les matériaux spécifiques utilisés dans la réalisation d'un stand de tir doivent avoir obtenu l'avis de la Direction de l'Évaluation de la Performance et des Affaires Financières et Immobilières (DEPAFI) et obtenir l'agrément du Centre National de Tir (CNT).

Les fournisseurs devront en outre être possesseurs et justifier du ou des procès verbaux de validité de leurs matériaux établis après les tests du centre.

Toutes les opérations d'entretien doivent impérativement respecter la réglementation en vigueur (code de l'environnement, code de la santé publique, règlement sanitaire départemental concernant la dépollution et le retraitement des déchets).

Une attention particulière est portée par le pouvoir adjudicateur sur l'évacuation des déchets dangereux (résidus de tirs, rideaux et filtre usagés, déchets de plombs, etc.) notamment par la transmission des bordereaux de suivis de déchets dangereux, par les moyens de collecte, de transport et par le mode d'élimination de ceux-ci.

4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU PRÉSENT MARCHÉ

Le présent marché est un marché de maintenance et d'entretien. Dans chaque lot, il est précisé les prestations au titre de la maintenance préventive et au titre de la maintenance curative.

À réception du bon de commande par l'entreprise, le titulaire aura 15 jours calendaires pour réaliser ladite prestation sauf les urgences en tenant compte néanmoins des plannings d'occupation des stands de tir.

Deux types de Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) ont été élaborés, un au titre de la maintenance préventive et un autre au titre de la maintenance curative.

4.1 Bon de commande relatif à la maintenance préventive

Les bons de commande au titre de la maintenance préventive peuvent être émis par toutes les directions opérationnelles et par le SGAMI Est.

4.2 Bon de commande relatif à la maintenance curative

Les bons de commande émis au titre de la maintenance curative ne seront émis que par le SGAMI Est. À cette fin, le SGAMI Est et plus particulièrement la Direction de l'Immobilier devra réceptionner tous les rapports de maintenance préventive afin de pouvoir programmer la maintenance curative des équipements des stands de tir.

4.3 Interventions d'urgence

Les interventions d'urgence sont celles consécutives à une anomalie ou avarie dans le fonctionnement. Le titulaire est tenu d'intervenir, qu'elle qu'en soit la cause (malveillance, dégradation volontaire, erreur de manipulation, etc...) **sans supplément de prix.**

Elles ont pour but de limiter :

- L'indisponibilité du stand de tir,
- Les conséquences, et d'une façon générale, les désordres qui s'ensuivent ou les risques encourus par les personnes et les biens.

Ces interventions doivent être effectuées :

- Dans un délai maximum de 48 heures (jours ouvrés), à compter de l'appel téléphonique, confirmé par écrit par tous types de moyens de communications (télécopie, mail, courrier). Un bon de commande sera émis.
- Le non-respect de ce délai entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire à laquelle s'ajoute un montant supplémentaire par jour de retard (voir CCAP).
- Chaque intervention donne lieu à l'établissement d'un rapport qui fait office de document contractuel pour l'application de pénalités.

Le personnel est réputé connaître les installations et a été préalablement autorisé à travailler sur les sites du Ministère de l'intérieur.

Les interventions d'urgence comprennent :

- le déplacement sur le site,
- la réalisation de la prestation demandée,
- la mise en sécurité du site et le nettoyage du chantier après réalisation de la prestation.

5 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS ET PRISE EN CHARGE

Sont qualifiés d'installations, l'ensemble des matériaux, matériels et équipements contenus dans le stand de tir.

Le titulaire doit entretenir les installations qui lui sont confiées comme suit :

- 1- Le titulaire est réputé connaître parfaitement les installations qu'il prend à sa charge.
- 2- Il s'assure que les installations lui permettent de remplir les obligations contractuelles et accepte de les prendre en l'état.
- 3- Les installations font l'objet d'un procès verbal de prise en charge établi dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification du marché. Passé ce délai, il sera considéré que les installations sont prises en charge en l'état.

La prise en charge est effective à compter de la date d'établissement du procès verbal contradictoire de l'état des installations.

- 4- Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution de marché, les installations en état normal de fonctionnement.

- 5- Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux des installations est établi également à la fin de l'exécution du marché.

6 MESURES DE SÉCURITÉ

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur l'application rigoureuse des prescriptions suivantes.

Dans tous les cas, le titulaire est tenu de prendre à ses frais toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des installations et la protection de l'environnement ; notamment, il doit à tout moment avoir à sa disposition effective sur les chantiers, tous les moyens que nécessite le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Les équipements utilisés dans les stands de tir doivent être conformes au règlement de sécurité et d'intervention sur ce type de local.

Les directions de la Police, de la Gendarmerie et le SGAMI Est, pourront suspendre tout travail qui serait entrepris dans des conditions de sécurité insuffisantes. Le titulaire ne pourra alors reprendre les travaux qu'après justification du respect des conditions de sécurité. Dans ce cas, le titulaire supportera toutes les conséquences de ces décisions (pénalités pour retard, etc.).

Les directions de la Police, de la Gendarmerie et le SGAMI Est se réservent la faculté de pouvoir aux frais du titulaire, sur le champ et sans mise en demeure préalable, aux mesures que ce dernier négligerait de prendre en application des paragraphes précédents.

Ces mesures seront prises sans préjudice des sanctions par le CCAP.

Un plan de prévention sera rédigé, ainsi qu'un permis feu journalier si nécessaire.

7 ACCÈS AUX INSTALLATIONS

Dès notification du marché, le titulaire devra communiquer à la Direction de l'Immobilier la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir sur les stands avec une copie des cartes d'identités de ses personnels afin qu'ils soient autorisés à accéder aux différents sites. Cette procédure sera à réitérer avant chaque prestation et à minima dans un délai de 15 jours calendaires avant l'exécution de la prestation.

Le titulaire nommera un interlocuteur principal pour le SGAMI afin de faciliter les échanges avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le SGAMI Est ne saurait être tenu pour responsable d'un éventuel retard, voire d'une impossibilité pour l'entreprise d'exécuter ses obligations contractuelles pour cause de défaut d'autorisation d'accès de ses employés. Le titulaire veillera à remplacer le personnel avec une qualification équivalente.

Un contrôle d'identité sera effectué pour chaque personne se présentant sur les sites. Toute modification de personnel fera l'objet également d'une autorisation d'accès.

Le titulaire devra proposer un planning d'intervention 15 jours calendaires après notification de son marché. **Une fois ce planning validé auprès du SGAMI et des services utilisateurs, celui-ci sera contractuel. Le non-respect du planning ainsi validé engendrera l'application de pénalités telles que décrites dans le §8.6 du CCAP.**

Le titulaire s'engage à prévenir les correspondants des sites ainsi que le SGAMI où il interviendra, au moins deux (2) semaines avant le début d'exécution de sa prestation. Le non-respect de cette condition entraînera l'application de pénalités.

Cette démarche est obligatoire afin que les responsables des sites concernés puissent organiser la suspension des tirs les jours des interventions.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier le planning d'intervention en cas de nécessité de service.

8 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES CONTRACTANTS

8.1 Obligations des titulaires

- Le titulaire assure l'entretien des équipements stipulés dans les pièces du marché pendant la période fixée au présent accord cadre.

- Il assure la vérification et le contrôle des différents matériels.
 - Il doit signaler par écrit au SGAMI Est les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention et la non-exécution des travaux nécessaires à la prévention.
 - Il fournit à ses frais l'outillage et les fournitures nécessaires au bon déroulement de ses prestations.
 - Il est chargé de la tenue du livret d'entretien, celui-ci doit rester en permanence sur chaque site et devra être complété après chaque passage sur site. Le non-respect de cette condition donnera lieu à l'application de pénalités telles que décrites dans le § 8.6 du CCAP.
- Enfin, le personnel doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

8.2 Responsabilités générales des titulaires

Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'entretien.

Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux) découlant de l'exploitation qui lui est confiée. À cet effet, il doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue des garanties qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, à la remise de l'offre, ou au plus tard dans les 15 jours suivant celle-ci. Il devra également fournir l'attestation d'assurance pour chaque année de la durée du marché.

Sont exclus de sa responsabilité sous bénéfice de preuves apportées par le titulaire :

- les dommages dus à l'intervention d'un tiers que le titulaire n'a pas eu la possibilité d'empêcher,
- les travaux proposés par le titulaire mais non réalisés par les services.

Le titulaire s'engage lors d'intervention mécanique qui ont pour but de perforer, poncer, souder, etc. à établir un permis feu (en 2 exemplaires) avant chaque intervention et de le soumettre au responsable du site. Les exemplaires produits seront repartis de la manière suivante :

- 1 au responsable sur site,
- 1 pour le titulaire.

Le titulaire devra prendre toutes les précautions nécessaires (consignes, sensibilisation, formation) pour la sécurité de ses propres personnels et ne devra en aucun cas lors de ses interventions compromettre la sécurité des personnels du Ministère de l'intérieur.

8.3 Obligations du Sgami Est et des directions opérationnelles

Il est garanti au titulaire :

- le libre accès à tous les éléments constitutifs des installations.
- la mise à disposition exclusive du titulaire des installations décrite à l'annexe 1 du CCTP.
- toutes les prestations et fournitures qui ne sont pas à la charge du titulaire et qui sont nécessaires à la bonne marche des installations.

8.4 Obligations communes

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des installations est établi à l'occasion de toute transformation ou remise en état important pendant la durée du marché.

Après information du titulaire, la Direction de l'Immobilier du SGAMI Est pourra faire procéder, à ses frais, à toute ou partie de modification ou de modernisation des installations par toute entreprise de son choix aux dates et aux heures de sa convenance.

9 RAPPORTS

Les rapports d'exploitations sont contractuels, ils sont exigés pour le paiement de la prestation. De plus, le service fait sera constaté par le service dépensier.

9.1 Carnet d'entretien et registre de sécurité

A l'issue de chaque visite, le titulaire doit compléter le carnet d'entretien mis à disposition sur le site ainsi que le registre de sécurité en mentionnant, la date de visite et l'objet de celle-ci puis apposera cachet et signature.

Lors de tout constat de non-exécution de ces prestations, une pénalité forfaitaire sera appliquée conformément au CCAP.

9.2 Bordereau de suivi de déchets dangereux

Les bordereaux de suivi des déchets dangereux doivent être remis à chaque direction cliente (Police Nationale ou Gendarmerie Nationale) et à la Direction de l'immobilier dans les deux mois à l'issue de la prestation.

En l'absence de la transmission de document, une pénalité forfaitaire est prévue au CCAP.

9.3 Rapport d'exploitation par site

Les rapports sont établis à l'issue des différentes vérifications exécutées par le prestataire. Ces rapports doivent permettre de prendre ou de faire prendre les mesures propres à assurer la sécurité des personnels et la conformité des installations.

Ils doivent localiser nettement les points sur lesquels les installations s'écartent de ces dispositions et motiver les observations en se référant aux articles concernés. À ce titre, sur chaque rapport, les non-conformités seront établies selon les priorités suivantes :

NIVEAU D'URGENCE	INTITULE
Niveau 0	Risque immédiat – Danger imminent
Niveau 1	Risque pour les personnes
Niveau 2	Risque pour les biens matériels
Niveau 3	Autre cas : – Défaut d'entretien courant – Défaut de dossier, de documentations techniques et administratives

Ces rapports seront fournis en format papier 15 jours calendaires après la dernière visite du site. Ils seront également transmis informatiquement au format pdf à la direction cliente et à la Direction de l'Immobilier.

À défaut de fourniture de ce rapport, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire par site et par fiche prévue au CCAP.

9.4 Rapport d'exploitation annuel

Le titulaire établira un rapport de synthèse reprenant les non-conformités et les modifications apportées suites aux différentes vérifications réalisées sur les sites de la Zone de Défense et de Sécurité est selon la priorisation mentionnée ci-dessus.

Il indiquera également le calendrier des passages annuels réalisé et proposera des améliorations en fonction des éléments.

Ces rapports seront fournis, en format papier, dans un délai minimum de 20 jours calendaires avant la date anniversaire de la notification et maximum 20 jours après celle-ci. Ils seront également transmis informatiquement à la direction cliente et à la Direction de l'Immobilier.

À défaut de fourniture de ce rapport, il sera fait l'application d'une pénalité forfaitaire prévue au CCAP.

10 CONTRÔLE DES PRESTATIONS

Les directions de Police, de Gendarmerie ainsi que le SGAMI Est se réservent le droit de faire vérifier par un organisme de contrôle de son choix, l'entretien courant réalisé par le titulaire.

Toutes les fournitures y compris les pièces détachées devront être soit des pièces d'origine (constructeur ou fabricant) ou des pièces similaires ayant reçu l'accord des constructeurs ou des fabricants.

11 RÉUNION DE SUIVI TECHNIQUES

11.1 Réunions de lancement du marché

Une réunion de lancement est organisée au plus tard un mois après la notification du marché.

Elle reste à l'initiative du SGAMI Est, Direction de l'Immobilier.

Cette réunion aura notamment pour objet :

- de fournir la liste nominative des personnels affectés à l'exécution du présent marché,
- rappeler les exigences générales du marché et vérifier qu'elles soient bien prises en compte,
- préciser les prestations et l'autocontrôle mis en place,
- établir le plan de prévention des risques conformément à l'article R 4512-7 du Code du Travail (pour les sites).

11.2 Réunions de suivi techniques

Au cours de l'exécution du marché, des réunions peuvent être organisées en fonction du besoin, à l'initiative du SGAMI Est ou des titulaires pour :

- faire le point sur l'avancement des prestations,
- signaler d'éventuelles difficultés lors de l'exécution du marché, un dysfonctionnement ou le non-respect des objectifs fixés,
- lister les actions à mener.

Le SGAMI Est pourra également organiser une réunion de présentation de synthèse à la fin du marché.

12 MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS

12.1 Fournitures à la charge des services

La fourniture de l'énergie (eau, électricité...) nécessaire à la réalisation des prestations d'entretien courant est à la charge des différents services (Police Nationale / Gendarmerie Nationale et SGAMI).

12.2 Fourniture à la charge du titulaire

Le titulaire fournit à ses frais l'outillage et les fournitures nécessaires au bon déroulement de ses prestations.

12.3 Personnels de maintenance

Pour l'exécution de ce marché, le titulaire devra assurer l'entretien par des techniciens qualifiés et habilités à intervenir sur les équipements des stands de tir. Le SGAMI ainsi que les services de Police et Gendarmerie peuvent exiger le remplacement immédiat de tout agent qui ne justifie pas des conditions nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le personnel des titulaires doit respecter le règlement intérieur des établissements, le référentiel technique et les fiches associées ainsi que la diffusion restreinte de ces documents, délivrés par le Ministère de l'Intérieur.

CHAPITRE 2 – PARTIE TECHNIQUE SPECIFIQUE

LOT n°01 : Dépollution des stands de tir ; Nettoyage spécialisé

SECTION TECHNIQUE N°01 : Nettoyage spécialisé et dépollution des stands de tir

Selon les munitions tirées (type et quantité) et la fréquence d'utilisation du stand, les opérations de nettoyage ci-dessous décrites seront externalisées de manière à s'assurer qu'elles soient effectuées par des professionnels formés et équipés en conséquence.

1 PRÉCAUTIONS PARTICULIÈRES ET RÉGLEMENTATIONS

Le titulaire assurera la mise à disposition et l'utilisation d'un sas de décontamination (à la charge de l'entreprise conformément au BPU), ainsi que son implantation (durablement ou à chaque opération de dépollution) à proximité immédiate du piège à balles (lieu à traiter), c-a-d son raccordement au PAB ; ce détail intégrera également la gestion des fluides et leurs rejets après traitement, conformément aux dispositions du code de l'environnement (CE, règlement sanitaire départemental notamment);

- L'obligation d'un plan de prévention (écrit conformément aux dispositions de l'article R.4511-1 et suivants du Code du travail ainsi que de l'arrêté du 19 mars 1993) doit également être rappelée et inscrite dans le cahier des charges.

Il est important d'y indiquer l'ensemble des acteurs susceptibles d'accueillir l'entreprise extérieure, à savoir, le SGAMI et surtout le chef d'établissement.

- Les personnels de l'entreprise extérieure intervenant dans un environnement potentiellement pollué par des produits chimiques dangereux et relevant de la catégorie des agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR), doivent intervenir dans le respect des dispositions du code du travail, réglementant les agents chimiques dangereux (ACD).

Conformément au Code du travail – Article R. 4412-156

Les travailleurs exposés au plomb ou à ses composés doivent disposer de deux ~~en~~ vestiaires collectifs situés à proximité de la sortie de l'établissement et entre lesquels, sera aménagé un local douche communicant :

- le premier vestiaire étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville
- et le second, au rangement des vêtements de travail

- Titulaire

Personnels

Le personnel du titulaire doit être protégé par des équipements de protection individuelle (EPI) tels que combinaison, gants, bottes, masque facial muni d'une cartouche de filtration adaptée.

Le personnel doit être formé et sensibilisé aux risques liés à ce type de prestation et avoir un suivi médical adapté.

Pour les produits utilisés, l'entreprise doit fournir les fiches de données de sécurité s'y afférant.

Entreprise

La dépollution de la zone d'évacuation du plomb doit être réalisée par une entreprise agréée et habilitée au retraitement des déchets dangereux.

- Machine

Les opérations de nettoyage s'effectuent dans une atmosphère explosive en raison de la présence de résidus non consommés en poudre. En conséquence, afin d'éviter tout accident, le titulaire doit obligatoirement utiliser les aspirateurs antidéflagrants, branchés exclusivement sur les prises anti déflagrantes installées dans les stands de tir.

Dans le cas où les locaux ne seraient pas équipés de prises anti déflagrantes, le titulaire utilisera un aspirateur à cuve à eau.

Les eaux usées et les résidus de balayage humide ne doivent en aucun cas être déversés dans les canalisations de l'établissement mais feront l'objet d'un traitement en respect avec la réglementation concernant la toxicité du plomb ; du cuivre,....

2 PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES PIEGES A BALLES METALLIQUES ET GRANULATS

- x Périmètre des prestations

Les zones à nettoyer comprennent essentiellement :

- la zone de tir et annexes (intégrant la zone de mise en sécurité des armes, les murs sols et plafond, mobiliers, luminaires, cibles).
- l'ensemble du piège à balles (partie frontale et arrière)

Cette prestation comprend le nettoyage suivant (liste non exhaustive):

- A. Pour les sites à fréquence d'utilisation standard suivants (sous réserve de modification) :

MONTEAU	Stand de tir (ex-stand de tir CIGA)
CHALONS EN CHAMPAGNE	Stand de tir intégré, HP de Châlons en Champagne
REIMS	Stand de tir intégré, HP de Reims
THIONVILLE	Stand de tir intégré, CP de Thionville
METZ	Stand de tir Armurerie
MULHOUSE	Stand de tir intégré, HP de MULHOUSE
EPINAL	Stand de tir intégré, HP d'EPINAL
LE CREUSOT	Stand de tir intégré, HP LE CREUSOT
BESANCON	Stand de tir intégré, HP BESANCON

HERICOURT	Stand de tir intégré, CP HERICOURT
-----------	------------------------------------

PÉRIODICITÉ	OPÉRATIONS DE NETTOYAGE – MAINTENANCE avec un PAB métallique et granulats
TROIS PAR AN	<p>« PETITE VISITE » :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Enlèvement du plomb du P.A.B. (ou aspiration des granulats), de la fosse, des parois absorbantes ainsi que des résidus de tir. – Dépoussiérage systématique du P.A.B. – Expertise visuelle du piège à balles (risque de dépôts importants de plomb provoquant un amalgame et de résidus de combustion, etc.). - En cas de piège à granulats caoutchouc, le niveau de ces derniers devra être maintenu conforme à son utilisation. - Durée de dépollution demandée : 1 jour maximum. <p>Reversement des étuis au bureau de l'armement du S.G.A.M.I. compétent géographiquement.</p>
ANNUELLE (en plus des trois petites visites)	<p>« GRANDE VISITE »</p> <ul style="list-style-type: none"> – Affûtage des arêtes selon les PAB, nettoyage et graissage selon les PAB des tôles (sauf avis contraire du fabricant) (resserrage des écrous et vérification du jeu dans les soudures, vérifications des manilles, etc.). – Contrôle interne de tous les équipements (moteurs, courroies, gaines, ciblerie, rideaux anti-retours, piège à balles, fixations, etc.). <p>En cas d'usure ou de besoin, remplacement des pièces ou éléments cassés, usés ou défectueux.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nettoyage complet et dépollution intégrale du stand par aspiration du sol, des murs, du plafond et enlèvement du plomb du P.A.B (ou aspiration des granulats). – Nettoyage des locaux et conduits – gaines (trappes d'accès) de ventilation dont principalement ceux situés en aval du piège à balles (ventilation et espace arrière du P.A.B.). Expertise des matériaux et de leurs fixations. – En cas de piège à granulats caoutchouc, le niveau de ces derniers devra être maintenu conforme à son utilisation. - Durée de dépollution demandée lors d'une grande visite : 2 jours maximum.

• B. Pour les sites à fréquence d'utilisation intensive (sous réserve de modification) :

REIMS	Stand de tir intégré, ENP de Reims
SENS	Stand de tir intégré, ENP de SENS
TROYES	Stand de tir intégré, HP TROYES
NANCY	Stand de tir intégré, HP de NANCY
METZ	Stand de tir intégré HP Metz
STRASBOURG	Stand de tir intégré, HP de STRASBOURG
DIJON	Stand de tir intégré, HP de DIJON
DIJON	Stand de tir extérieur 15m, ESOG DIJON
DIJON	Stand de tir extérieur 50m, ESOG DIJON
THIONVILLE	Stand de tir intégré, EGM Thionville
CHAUMONT	Stand de tir intégré 25m, EGN CHAUMONT

PÉRIODICITÉ	OPÉRATIONS DE NETTOYAGE – MAINTENANCE avec un PAB métallique et granulats
DEUX PAR AN	<p>« PETITE VISITE » :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Enlèvement du plomb du P.A.B. (ou aspiration des granulats), de la fosse, des parois absorbantes ainsi que des résidus de tir. – Dépoussiérage systématique du P.A.B. – Expertise visuelle du piège à balles (risque de dépôts importants de plomb provoquant un amalgame et de résidus de combustion, etc.). - En cas de piège à granulats caoutchouc, le niveau de ces derniers devra être maintenu conforme à son utilisation. - Durée de dépollution demandée : 1 jour maximum. <p>Reversement des étuis au bureau de l'armement du S.G.A.M.I. compétent géographiquement.</p>
BISANNUELLE (en plus des deux petites visites)	<p>« GRANDE VISITE »</p> <ul style="list-style-type: none"> – Affûtage des arêtes selon les PAB, nettoyage et graissage selon les PAB des tôles (sauf avis contraire du fabricant) (resserrage des écrous et vérification du jeu dans les soudures, vérifications des manilles, etc.). – Contrôle interne de tous les équipements (moteurs, courroies, gaines, ciblérie, rideaux anti-retours, piège à balles, fixations, etc.). <p>En cas d'usure ou de besoin, remplacement des pièces ou éléments cassés, usés ou défectueux.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nettoyage complet et dépollution intégrale du stand par aspiration du sol, des murs, du plafond et enlèvement du plomb du P.A.B (ou aspiration des granulats). – Nettoyage des locaux et conduits – gaines (trappes d'accès) de ventilation dont principalement ceux situés en aval du piège à balles (ventilation et espace arrière du P.A.B.). Expertise des matériaux et de leurs fixations. – En cas de piège à granulats caoutchouc, le niveau de ces derniers devra être maintenu conforme à son utilisation. - Durée de dépollution demandée lors d'une grande visite : 2 jours maximum.

3 PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES BUTTES DE TIR EN SABLE ET TERRE

Périmètre des prestations

Les zones à nettoyer comprennent essentiellement :

– l'ensemble de la butte de tir

Cette prestation comprend le nettoyage suivant (liste non exhaustive):

A. Pour le site de l'Ecole de Gendarmerie de Chaumont (52):

PÉRIODICITÉ	OPÉRATIONS DE NETTOYAGE – MAINTENANCE une butte de tir en sable
200 000 coups tirés	<p>« PURGE PARTIELLE »</p> <ul style="list-style-type: none"> – Retrait et évacuation de sable sur un mètre de profondeur. – Remise en place de sable neuf, roulé, de granulométrie entre 0,5mm et 2mm. – Expertise visuelle de la butte de tir et préconisations. <p>Reversement des étuis au bureau de l'armement du S.G.A.M.I. compétent géographiquement.</p>
400 000 coups tirés	<p>« PURGE TOTALE »</p> <ul style="list-style-type: none"> – Retrait et évacuation de sable sur deux mètres de profondeur – Remise en place de sable neuf, roulé, de granulométrie entre 0,5mm et 2mm. – Expertise visuelle de la butte de tir et préconisations. <p>Reversement des étuis au bureau de l'armement du S.G.A.M.I. compétent géographiquement.</p>

<p>600 000 coups tirés</p>	<p>« PURGE COMPLÉMENTAIRE »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retrait et évacuation de la totalité de la butte de tir - Vérification de l'ensemble des constituants implantés à l'arrière de la butte (bardage, blindage,...). - Expertise visuelle de la butte de tir et préconisations. - Remise en place de la butte de tir à partir de matériaux inertes (non pollués) comme décrits précédemment. <p>Reversement des études au bureau de l'armement du S.G.A.M.I compétent géographiquement.</p>
-----------------------------------	--

Contraintes particulières pour ce site :

- Le sable de la butte de tir sera retiré sur 1 m de profondeur lors de purges partielles et sur deux mètres lors de purges totale.
- La butte devra être reconstituée à l'identique de l'existant par une couche de **sable neuf, roulé, de granulométrie comprise entre 0.5 et 2 mm**
- Les pièces de bois situées en pied de la butte de tir sont à remplacer au titre du présent marché.
- Les essences de bois à utiliser ainsi que leurs caractéristiques dimensionnelles seront identiques à l'existant.
- Elles seront traitées contre les xylophages.
- Les quantités de bois à remplacer devront être visualisées lors de la visite sur site avant remise des offres.
- Les niveaux à atteindre pour la reconstitution de la butte de tir seront vérifiés lors de la réception (appareils de mesures à laisser en place pour l'occasion par le titulaire).
- Les quantités de matériaux à évacuer, d'une part, et à mettre en œuvre, d'autre part, sont à définir par le titulaire du présent marché.
- Un étayage du plancher de la tranchée des marqueurs sera à mettre en place pour la durée des travaux afin de permettre le passage d'engins de chantier en toute sécurité.
- Le stand de tir de B4 sera fermé pendant toute la durée du chantier. Cependant, afin de ne pas perturber les cycles d'instruction des élèves-gendarmes, les travaux devront être prévus 6 mois avant l'intervention.
- En conséquence, le titulaire du présent marché devra tout mettre en œuvre pour s'assurer du bon déroulement du chantier dans les délais impartis (installations de chantier, moyens techniques et moyens de transport, approvisionnements de sable neuf, etc.). Les portes situées de part et d'autre de la butte de tir seront ouvertes par le titulaire 4 du présent marché, pour la durée des travaux, puis refermées pour la réception.

B. Pour le site du Centre Nationale de Tir de Pouilly-En-Auxois (21) :

PÉRIODICITÉ	OPÉRATIONS DE NETTOYAGE – MAINTENANCE une butte de tir en sable
Annuelle	« PURGE PARTIELLE » – Retrait et évacuation de sable sur un mètre de profondeur. – Remise en place de sable neuf, roulé, de granulométrie entre 0,5mm et 2mm. – Expertise visuelle de la butte de tir et préconisations. Reversement des étuis au bureau de l'armement du S.G.A.M.I. compétent géographiquement.
Annuelle	« PURGE TOTALE » – Retrait et évacuation de sable sur deux mètres de profondeur – Remise en place de sable neuf, roulé, de granulométrie entre 0,5mm et 2mm sur le premier mètre et de la terre végétale expurgée sur le deuxième mètre. – Expertise visuelle de la butte de tir et préconisations. Reversement des étuis au bureau de l'armement du S.G.A.M.I. compétent géographiquement.
Quadriennale	« PURGE COMPLEMENTAIRE » - Retrait et évacuation de la totalité de la butte de tir - Vérification de l'ensemble des constituants impantés à l'arrière de la butte (bardage, blindage,...). – Expertise visuelle de la butte de tir et préconisations. - Remise en place de la butte de tir à partir de matériaux inertes (non pollués) comme décrits précédemment. Reversement des étuides au bureau de l'armement du S.G.A.M.I. compétent géographiquement.

Quelque soit le site, le titulaire doit également assurer les prestations suivantes :

– la récupération et stockage des résidus de poudre dans les containers étanches prévus à cet effet, fourni par le titulaire qui procédera par la suite à son élimination.

4 DOCUMENTS ATTENDUS

x Bordereau de suivi des déchets

Afin d'assurer la traçabilité des déchets et de constituer une preuve de leur élimination, un bordereau de suivi des déchets devra être réalisé. La loi impose la traçabilité des déchets et leur suivi via la création de bordereaux sur <https://app.trackdechets.beta.gouv.fr>.

Il doit obligatoirement être rempli par tous les intermédiaires.

Le bordereau de suivi de déchets comporte des indications sur la provenance des déchets, leurs caractéristiques, les modalités de collecte, de transport et d'entreposage, l'identité des entreprises concernées et la destination des déchets. Le bordereau accompagne les déchets jusqu'à l'installation destinataire qui peut être un centre d'élimination, un centre de regroupement ou un centre de prétraitement.

Cela permet d'assurer la traçabilité de certaines catégories de déchets et de constituer une preuve de leur élimination pour le producteur responsable.

L'émission d'un bordereau de suivi est une obligation dans le cadre du traitement des déchets dangereux.

x Rapport d'exploitation lors de chaque passage

Au plus tard, 10 jours calendaires après son passage, Le titulaire devra fournir à la Direction de l'Immobilier du SGAMI, ainsi qu'à la direction cliente, un rapport sur l'état du stand de tir à l'adresse suivante : sgami-est-bsips-sdt@interieur.gouv.fr

Ce rapport sera envoyé à l'adresse suivante : sgami-est-bsips-sdt@interieur.gouv.fr

Ce document est contractuel et est obligatoire pour le paiement de la prestation.

x Rapport d'exploitation annuel

Une fois par an, dans un délai de 20 jours calendaires après la date anniversaire de la notification du marché, le titulaire transmettra, à la Direction de l'Immobilier du SGAMI Est, un rapport d'exploitation sur les équipements entretenus, par courrier et support informatique (à l'adresse sgami-est-bsips-sdt@interieur.gouv.fr, via Francetransfert ou support USB).

Ce rapport a pour objectif de viser des améliorations ou correctifs à apporter sur l'ensemble des stands de tir.

Toutes les suggestions seront étudiées par le SGAMI Est dès réception de ce rapport.

À défaut de fourniture de ce rapport, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire conformément au CCAP.